

09 septembre 2011 – Les forces de l'ordre marocaines vont pleinement reprendre leur rythme à réaliser leurs tâches habituelles

09/09/2011

Ces derniers jours, une chasse aux migrants s'est ouverte à Rabat, comme l'a dénoncé le collectif des communautés des subsahariens au Maroc (CCSM) dans son communiqué du 07/07/2011 .

Cette répression qui s'est déroulée également au Nord du Maroc, principalement à Nador, fait écho à deux rencontres officielles courant juillet 2011 et à une pression accrue du gouvernement espagnole sur le Maroc face à une augmentation du nombre de migrants ayant atteint de manière irrégulière les deux enclaves de Ceuta et Melilla depuis juin 2011.

Le journal espagnol, El Pais, proche du gouvernement socialiste, a répercuté en juin et juillet l'inquiétude de différents acteurs politiques espagnols déclarant que la responsabilité du contrôle des frontières revenait au Maroc qui s'est désengagé. A ce sujet, le Parti progressiste libéral (PPL) déclarait dans son communiqué du 14 juillet 2011 : « Nous ne comprenons pas pourquoi le Maroc n'accomplit pas ses engagements dans le cadre des accords sur les migrations, accords qu'il a pourtant respectés pendant les deux dernières années » .

L'association espagnole APDHA (Asociación Pro Derechos humanos de Andalucía) a signalé dans son dernier rapport annuel , que les tensions entre l'Espagne et le Maroc en août de l'année

dernière [1]ont été concomitantes à l'entrée irrégulière d'un plus grand nombre de migrants par Beni-Enssar conduisant à une systématisation des mesures de détention et d'expulsion par l'Espagne.

En juillet 2011, suite à ces constats, Arturo Avello, directeur général des relations internationales au Ministère de l'intérieur espagnol et en charge du contrôle des frontières et de l'immigration, suivi quelques jours plus tard, de Francisco Velázquez, directeur général de la police espagnole et de la Guardia civil sont venus rappeler au Maroc, lors de visites officielles, son rôle dans la gestion des flux migratoires et le besoin de renforcer le contrôle des frontières.

En réponse à cette pression du gouvernement espagnol, le Maroc a réaffirmé son engagement à jouer le rôle de gendarme de l'Union européenne et a procédé à un contrôle accru des flux migratoires sur ses terres mettant en œuvre des mesures répressives à l'encontre des migrants. M. Khalid Zerouali, responsable de l'immigration et du contrôle des frontières, a d'ailleurs déclaré que « les forces de l'ordre au Maroc, jusque là, débordées avec la préparation du référendum pour la nouvelle constitution », sous-entendu aussi avec la répression contre les mouvements comme celui du 20 février, allaient « reprendre pleinement leur rythme à réaliser leurs tâches habituelles » .

C'est ainsi que des arrestations massives ont commencées dès le soir de l'Aïd El Fitr (fin du Ramadan) avec l'arrestation près de Ceuta d'une soixante de migrants par les forces de l'ordre marocaine sur injonction des autorités espagnoles.

Les samedi 3 et dimanche 4 septembre des campagnes de ratissage ont eu lieu autour de la ville de Nador se concluant par l'arrestation de 28 migrants d'origine subsaharienne.

Puis, lundi 5 septembre, en début d'après-midi, et ce jusque

18h, dans les quartiers de Douar Kora et Butthat à Rabat, 23 migrants ont été arrêtés. La majorité d'entre eux était Camerounais et Congolais.

Mardi 6 septembre, tout au long de la journée, à Rabat, dans les quartiers de Kamara, J5, J3, Butthat, et El Massera, le même scénario s'est répété. Une cinquantaine de personnes originaires d'Afrique subsaharienne a été interpellée et arrêtée par la police marocaine.

Et mercredi 7 septembre, à Kamara, J3, J5 et Butthat, encore une vingtaine de migrants a été arrêtée par la police marocaine. Ces arrestations ont eu lieu en pleine rue, sur un terrain de football ou sur les lieux de travail. Certaines personnes arrêtées ont témoigné de l'usage de gourdins par les forces de l'ordre si les migrants n'obéissaient pas immédiatement.

Le Maroc a encore une fois répondu de manière violente à la pression d'un Etat de l'Union européenne, afin de renforcer l'inviolabilité des frontières qu'il conteste par ailleurs, en appliquant des mesures répressives sur les migrants en complète violation des procédures prévues par le droit marocain et de la dignité humaine.

Le GADEM condamne fermement cette sous-traitance de la répression dévolue par les autorités espagnoles aux autorités marocaines et appelle celles-ci à construire une politique migratoire indépendante, généreuse et respectueuse de l'Histoire du Maroc avec comme fondement la tradition d'accueil et le droit à la liberté de circulation. Le GADEM demande aux autorités marocaines de libérer les personnes illégalement détenues et de cesser toute arrestation au faciès.

Contact : contact@gadem-asso.org

[1] En août 2010, une série d'affrontements ayant pour conséquence des tensions accrues entre le Maroc et l'Espagne,

avait éclatées à la frontière au niveau de Melilla suite à une altercation entre cinq jeunes marocains et des policiers espagnols au moment de leur passage dans l'enclave